

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 AOÛT 2013

Nombre de Conseillers : 18

Présents : 10

Pouvoir : 1

L'an deux mille treize et le neuf août, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, WEISS Elisabeth, GARCIA Eric, CAZZOLA Stéphane, BERGEZ Danielle, Adjoint; MARTIN Alain, LAMBERT CONSTANT Eliane, MATI Chantal, GIROUD Patrick, BUISINE Serge.

Absents et excusés :

EGENSCHWILLER Sabine, (pouvoir à GARCIA Eric)

LEBORGNE Sylvie,

PELLERIN Annick,

LACREUSE Brigitte,

BESSONE Eric,

DOTTA Stéphane,

HILY Guy,

FILERI Grégory.

Désignation du secrétaire de séance : Mme Danielle BERGEZ

Lecture du compte rendu : Adopté sans observations.

Lecture des décisions :

- Avenant de délai marché public 013/T03 « programme voirie 2013 »

1. DUREE D'AMORTISSEMENT DES BIENS – BUDGET PRINCIPAL

Monsieur Eric GARCIA, Adjoint aux finances rappelle que le Conseil Municipal doit fixer la durée d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles pour chaque catégorie de biens de la Commune.

Monsieur Eric GARCIA expose que les Communes de moins de 3 500 habitants n'ont pas d'obligation d'amortir; cependant suite à la demande du Trésorier en 2001, les documents d'urbanisme ont été amortis, ainsi il est nécessaire de délibérer.

Pour cela, il propose aux membres de l'assemblée d'adopter les durées d'amortissement suivantes, sous forme linéaire.

- Frais relatifs aux documents d'urbanisme visés à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme	5 ans
- Pour les biens de faible valeur, inférieurs à 1 500 euros	1 an

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le barème ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

2. EMPRUNT PRETS

Monsieur le Maire expose que les budgets connaissent des difficultés liées à la trésorerie, attendue. Aujourd'hui ce qui est engagé, c'est 370 000 €, même si le budget est équilibré, les recettes attribuées ne sont pas encore perçues (subventions du Conseil général, F.C.T.V.A.), il manque de la trésorerie. En outre, au sein du budget primitif de l'eau potable, afin de permettre des travaux d'investissement à long terme pour l'amélioration du réseau, un emprunt de 261 000 € était inscrit et il n'a été souscrit qu'un prêt de 100 000 €.

Monsieur Eric GARCIA, Adjoint aux Finances, expose que l'on attend le Fonds de compensation de la T.V.A (230 000 €), versement de l'Etat aux communes, qui aurait dû être versé auparavant.

A – Budget Principal : Ligne de trésorerie interactive

Vu le projet de contrat de ligne de trésorerie interactive de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance « Côte d'Azur »,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire et Monsieur Eric GARCIA, Adjoint aux finances,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER :, de contracter auprès de la Caisse d'Epargne, pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, une ouverture de crédit ci-après dénommée « ligne de trésorerie interactive » d'un montant maximum de 200 000 € dans les conditions ci-après indiquées :

La ligne de trésorerie interactive permet à l'Emprunteur, dans les conditions indiquées au contrat, d'effectuer des demandes de versement de fonds (« tirages ») et

remboursements exclusivement par le canal internet (ou par télécopie en cas de dysfonctionnement du réseau internet).

Le remboursement du capital ayant fait l'objet des tirages, effectué dans les conditions prévues au contrat, reconstitue le droit à tirage de l'Emprunteur.

Les conditions de la ligne de trésorerie interactive que le conseil municipal décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne sont les suivantes :

Montant : 200 000 €

Durée : un an maximum

Taux d'intérêt applicable : EONIA + marge de 2.50 %

Le calcul des intérêts étant effectué en tenant compte du nombre exact de jours d'encours durant le mois, rapporté à une année de 360 jours.

Périodicité de facturation des intérêts : Mensuelle

Frais de dossier : 0.50 % du montant nominal du contrat

Commission d'engagement : Néant

Commission de gestion : Néant

Commission de mouvement : Néant

Commission de non-utilisation : 0.30 % de la différence entre l'encours moyen des tirages au cours de chaque période et le montant de l'ouverture de crédit

Les tirages seront effectués, selon l'heure à laquelle ils auront été demandés, selon la procédure du crédit d'office ou bien par virement CRI-TBF au crédit du compte du comptable public teneur du compte de l'Emprunteur.

Les remboursements et les paiements des intérêts et commissions dus seront réalisés par débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable, à l'exclusion de tout autre mode de remboursement.

ARTICLE SECOND : d'autoriser Monsieur Le Maire, à signer le contrat de ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Epargne.

ARTICLE TROISIEME : d'autoriser Monsieur Le Maire, à effectuer sans autre délibération les tirages et remboursements relatifs à la ligne de trésorerie interactive, dans les conditions prévues par le dit contrat.

B – Budget eau : Emprunt

Trois organismes bancaires ont été contactés : la Caisse d'Epargne Côte d'Azur, le Crédit Agricole Provence Côte d'Azur et La Banque Postale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De retenir l'offre de la Banque Postale aux conditions définies ci-après :

Principales caractéristiques du contrat de prêt :

Score Gissler	: 1A
Montant du contrat de prêt	: 150 000 €
Durée du contrat de prêt	: 3 ans
Objet du contrat de prêt	: financer les investissements sur le budget eau

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 1/10/2016

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant	: 150 000 €
Versement des fonds	: à la demande de l'emprunteur jusqu'au 30/09/2013 avec versement automatique à cette date
Taux d'intérêt annuel	: taux fixe de 2.15 %
Base de calcul des intérêts	: mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement et d'intérêts	: périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement	: constant
Remboursement anticipé	: autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Commission

Commission d'engagement : 500.00 €

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur Le Maire, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Adopté à l'unanimité

<u>INFORMATION DIVERSE</u>

Par Monsieur le Maire :

- Lecture courrier de Mme BRUN et proposition du nom « La Coupo Santo » pour Ecole de Musique.

Séance clôturée à 19h00

La secrétaire de séance

Mme Danielle BERGEZ